

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nantes, 18/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE

2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY

44100 NANTES

Références : N5-2022-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2022 dans l'établissement FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE implanté 2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY 44100 NANTES. L'inspection a été annoncée le 03/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE
- 2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY 44100 NANTES
- Code AIOT dans GUN : 0006301461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Fonderie Atlantique Industrie exploite, sur le site de Nantes, des installations de fonderie de métaux non-ferreux. Elle est spécialisée dans la fabrication d'hélices de grandes dimensions en cupro-aluminium et procède également à la transformation de lingots d'aluminium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des impacts sur l'environnement : Rejets atmosphériques
- Suite des équipements : Gestion du risque de contact eau / Métal en fusion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1 - Rejets atmosphériques des installations	AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-8	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2 - Mise en conformité des points de rejet	AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-3	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3 - Raccordement des fours de fusion	AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-4	/	
5 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Circuit Eau	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2	/	
7 - Entretien des installations	AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-3	/	
8 - Mise sur rétention des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Réfractaire	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2	/	
6 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Mur séparatif	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2	/	
9 - Suite de la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 10/11/2000, article {Non Renseigné}	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Rejets atmosphériques des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-8
Prescription contrôlée : Les prochaines mesures au niveau des rejets atmosphériques des installations (prescrites à l'article III-6) sont réalisées dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté puis à la périodicité fixée.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a précisé qu'aucune mesure n'avait été réalisée au niveau des rejets atmosphériques des fours de fusion. Il a présenté un devis de la société IRH datant du 10-01-2022 pour la réalisation de ces mesures. L'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais, un contrôle des rejets atmosphériques des fours de fusion. Les paramètres à contrôler sont précisés à l'article III-6-1 de l'APC du 14-06-2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 2 - Mise en conformité des points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-3
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'IIC, dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, une étude sur la conformité des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques, listés au chapitre III-2, aux normes applicables (hauteur, diamètre, point de prélèvement, point de mesure, vitesse d'éjection, ...), accompagnée, le cas échéant, des dispositions envisagées pour mettre en conformité les conduits concernés. En tout état de cause, la mise en conformité des conduits est réalisée au plus tard dans un délai de 12 mois après la notification du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter d'étude sur la conformité des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques. Il a précisé que ce point était inclus dans le devis présenté par la société IRH le 10-01-2022. L'exploitant doit lancer, dans les meilleurs délais, l'étude de mise en conformité des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques, afin de pouvoir planifier les travaux par la suite. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : 3 - Raccordement des fours de fusion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-4
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'IIC, dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, une étude sur la captation à la source des rejets associés aux 2 fours de fusion (non raccordés) et à leur raccordement à un conduit d'évacuation (nouveau ou existant). En tout état de cause, la captation à la source des rejets associés aux 2 fours de fusion non raccordés et leur raccordement à un conduit d'évacuation sont réalisés au plus tard dans un délai de 12 mois après la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter d'étude sur la captation à la source des rejets associés aux 2 fours de fusion non raccordés (fours de 8 tonnes) et à leur raccordement à un conduit d'évacuation. Il a précisé que ce point était inclus dans le devis présenté par la société IRH le 10-01-2022. De plus, il envisage de consulter le fabricant des fours sur ce sujet. L'exploitant doit lancer, dans les meilleurs délais, l'étude de captation et de raccordement des 2 fours de fusion de 8 tonnes, afin de pouvoir planifier les travaux par la suite. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Lors de la visite, il a été rappelé l'importance de limiter les émissions diffuses dans l'environnement, en procédant à la captation des rejets à la source.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : 4 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Réfractaire

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2

Prescription contrôlée :

Pour les 2 fours à induction d'une capacité de 8 tonnes et les 2 fours à induction d'une capacité de 4 tonnes disposant d'un circuit de refroidissement à l'eau, les dispositions suivantes sont mises en place.

- Un système de détection d'usure de la couche de béton réfractaire est mis en place au niveau de chaque four. Ce système coupe automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four. Une alarme est également émise au niveau des opérateurs.

Chaque système est testé et maintenu de façon à garantir la pérennité de son action. Il fait l'objet d'une vérification et d'une maintenance périodique, selon des procédures écrites. Les opérations de vérification et de maintenance sont enregistrées et archivées. (...)

- Un contrôle visuel du four et de l'état du matériau réfractaire est réalisé après chaque fusion ; l'état d'usure du matériau réfractaire est consigné dans un registre. Après chaque contrôle, l'exploitant indique explicitement si le matériau réfractaire doit être remplacé ou non ;

- Un système de détection de température et de chute de pression est mis en place au niveau de chaque circuit de refroidissement. Ce système coupe automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four. Une alarme est également émise au niveau des opérateurs.

Chaque système est testé et maintenu de façon à garantir la pérennité de son action. Il fait l'objet d'une vérification et d'une maintenance périodique, selon des procédures écrites. Les opérations de vérification et de maintenance sont enregistrées et archivées.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le système de détection d'usure de la couche de béton réfractaire mis en place. Il a précisé que ce système et les asservissements associés sont testés avant chaque fusion.

Un contrôle visuel du four et de l'état du matériau réfractaire est également réalisé avant chaque fusion.

Un cahier de suivi permettant de consigner ces contrôles a été mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 5 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Circuit Eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2
Prescription contrôlée : Pour les 2 fours à induction d'une capacité de 8 tonnes et les 2 fours à induction d'une capacité de 4 tonnes disposant d'un circuit de refroidissement à l'eau, les dispositions suivantes sont mises en place. Un système de détection de température et de chute de pression est mis en place au niveau de chaque circuit de refroidissement. Ce système coupe automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four. Une alarme est également émise au niveau des opérateurs. Chaque système est testé et maintenu de façon à garantir la pérennité de son action. Il fait l'objet d'une vérification et d'une maintenance périodique, selon des procédures écrites. Les opérations de vérification et de maintenance sont enregistrées et archivées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dispositifs de sécurité mis en place au niveau des circuits de refroidissement à l'eau (détection de température et mesure de débit). Les procédures de vérification ont été présentées. Ont été mises en place une vérification mensuelle pour la détection de température et une vérification semestrielle pour la mesure de débit. Cependant, il a été constaté que le dernier contrôle a été réalisé le 29-11-2021. De plus, l'exploitant n'a pas pu confirmer que les systèmes coupent automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four et qu'une alarme est émise. L'exploitant doit mettre en place les dispositions pour respecter les périodicités de contrôle définies pour les systèmes de sécurité. Il confirmera que les systèmes coupent automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four et qu'une alarme est émise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : 6 - Gestion du risque de contact Eau - Métal en fusion - Mur séparatif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'état du mur séparatif du bâtiment D est expertisé intégralement. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les ouvertures sont bouchées ; le mur séparatif du bâtiment D est renforcé sur une hauteur de 9 mètres à compter de la hauteur de la plate-forme des fours, au niveau des pans BC, CD et DE et remis en état au niveau du pan AB, afin de tenir à la surpression maximale calculée à laquelle il serait soumise. L'exploitant justifiera qu'après travaux, la tenue de l'ensemble du mur à la surpression maximale calculée est assurée.
Constats : Les travaux de renforcement du mur séparatif au niveau des pans AB, BC, CD et DE, sur une hauteur de 9 mètres, ont été réalisés en juin 2021 (mise en place d'un treillis en fibre de carbone recouvert d'un mortier hydraulique). L'ensemble du mur a également été expertisé à cette occasion. Aucune anomalie structurelle sur les parties du mur soumis à une déflagration n'a été mise en évidence. Le rapport établi par la société IBC le 11-06-2021 a été transmis à l'IIC le 16-09-2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : 7 - Entretien des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-3
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de matériaux et déchets divers dans la partie extérieure au sud du site ainsi que dans l'atelier principal. L'exploitant procède, dans les meilleurs délais, à l'élimination des déchets et équipements qui ne sont plus utilisés, entreposés sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : 8 - Mise sur rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. (...) Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence de rétention au niveau des stockages de résines et de catalyseur disposés au niveau du malaxeur. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour stocker sur rétention ces produits.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : 9 - Suite de la précédente inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2000
Prescription contrôlée : Suite de la précédente inspection
Constats : Les constats suivants établis lors de l'inspection du 18-01-2017 sont considérés comme soldés : - E1- Remise en conformité de la rétention de la cuve de stockage de fuel : Déplacement du stockage depuis ; - E2- Analyse du risque foudre : Etablissement de l'ARF en avril 2017 ; - E3- Modalités de stockage des produits dangereux et des sables de fonderie : Elimination des déchets et cession des terrains depuis ; - E5- Surveillance des eaux souterraines : Mise en place de la surveillance - Mise à jour des prescriptions par APC du 14-06-2021 ; - R1- Mise à jour du classement des installations au titre des ICPE : Mise à jour du classement par APC du 14-06-2021 ; - R2- Arrêt des activités d'usinage de pièces sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite